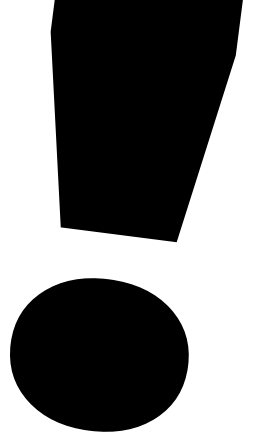


# Priorité aux services publics



Le 5 décembre dernier, les agents publics se sont fortement mobilisés pour faire barrage aux mesures Kasbarian. Depuis le gouvernement a reculé sur le passage de 1 à 3 jours de carence et sur les suppressions de postes dans l'Éducation nationale.

Néanmoins le gouvernement continue de mener une politique injuste qui, pour satisfaire les ultrariches, sacrifie les services publics, l'écologie ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes.

## Des inégalités sociales qui s'amplifient !

Le gouvernement Bayrou préfère couper dans les dépenses publiques plutôt que de taxer les grandes entreprises et les ultrariches : en 2023, les entreprises du CAC 40 ont réalisé 36 milliards de super-profits non taxés. Une récente étude du ministère de l'économie s'intéresse au 40 700 foyers fiscaux qui constituent les 0,1% les plus aisés de la population française avec un revenu annuel d'au moins 463 000 euros. Ces revenus des ultrariches ont connu une augmentation annuelle de 3 % (hors inflation) depuis 20 ans, dans le même temps, les revenus du reste de la population n'ont progressé que de 0,5 %. La conséquence directe de l'aggravation des inégalités fiscales est la dégradation des services publics.



**Se battre pour les services publics,  
c'est se battre pour une meilleure  
répartition des richesses !**



## Bayrou met l'écologie au placard !

Le Fonds vert à destination des collectivités subit de larges coupes : il est amputé à 70% et passe pour la première fois sous la barre du milliard d'euros. Dans notre secteur, le Fonds vert est utilisé pour rénover le bâti scolaire largement délabré. C'est pourtant un impératif pour pro-

téger la santé des personnels et des élèves, pour nos conditions de travail, pour garantir l'accès au service public d'éducation même dans les périodes de canicules ou de pluie intense et pour lutter contre le réchauffement climatique en limitant les consommations d'énergie.

# L'extrême droite menace notre société !

Si nous avons échappé en juin dernier à la victoire de l'extrême droite aux élections législatives, le danger est toujours aussi présent. Le gouvernement cherche à satisfaire le Rassemblement national avec des ministres réactionnaires, Bayrou lui-même n'hésite pas à reprendre la théorie raciste du "grand remplacement". Bruno Retailleau, ministre de l'intérieur, se fait quant à lui porte-parole du Rassemblement national en s'illustrant par ses idées islamophobes et xénophobes. Sa volonté d'interdire l'accompagnement des sorties scolaires par les mères portant le voile ou

de stigmatiser la population comorienne à Mayotte en les rendant responsables des dégâts liés au cyclone est inadmissible.

**Ne laissons pas l'extrême droite et le gouvernement banaliser le racisme.** Face à la menace de l'extrême droite, SUD éducation s'engage à construire des réponses unitaires, avec les autres organisations syndicales, à commencer par la CGT et la FSU, pour porter un autre projet, celui d'une société solidaire et démocratique.



## Le 8 mars : on lance l'offensive !

Partout où l'extrême droite arrive au pouvoir les droits des femmes et des minorités de genre reculent. De même les gouvernements libéraux, soutenus par les réactionnaires, sont toujours prêts à faire des économies sur le dos des droits des femmes et à prendre pour cible les LGBTQIA+.

**Le 8 mars, nous serons nombreux·euses dans la rue et dans la grève pour montrer que nos combats pour la justice sociale sont des combats féministes ! C'est pourquoi SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à faire du 8 mars une journée de grève et de mobilisation massives !**

## Éducation nationale : on lâche rien !

La mobilisation des personnels a permis l'abandon des 4000 suppressions de postes et l'abandon d'une partie des mesures du "choc des savoirs", en particulier le caractère obligatoire du DNB pour entrer en seconde. L'école reste toutefois dans un état déplorable : le sous-investissement de l'État et les réformes ministérielles ont abîmé l'école. Pour SUD éducation, il y a urgence à bâtir une école qui lutte contre les inégalités sociales en gagnant une vraie politique d'éducation prioritaire qui réintègre les lycées et les moyens indispensables à la scolarisation de tou·tes les élèves dans le cadre de l'école inclusive.

